

# CPEG, SCORE, budget 2018 : trois raisons de se mobiliser

Malgré nos nombreuses tentatives de négocier, le Conseil d'État a déposé deux projets de loi au Grand Conseil coup sur coup : l'un sur la caisse de pension de l'État de Genève (CPEG) et l'autre sur la nouvelle politique salariale de l'État (SCORE). Nous avons déjà pu dire au Conseil d'État tout le mal que nous pensons du contenu de ces deux projets, mais celui-ci fait la sourde oreille. Par ailleurs, les attaques aux prestations publiques continuent, avec un projet de budget 2018 caractérisé par des coupes dans de nombreux secteurs. Il est donc temps de se mobiliser, puisque c'est manifestement la seule manière de nous faire entendre.

## PROJET SCORE

Contrairement à ce que voudrait nous faire croire le Conseil d'État, SCORE est un système **arbitraire, opaque et inéquitable**. Alors que le salaire à l'engagement de nombreuses fonctions est revu à la baisse, le 14<sup>e</sup> salaire pour les hauts cadres est réintroduit. La méthode d'évaluation des fonctions demeure opaque et le Conseil d'État s'arroge les pleins pouvoirs pour modifier en tout temps la classification des fonctions et la grille salariale. Des indemnités disparaissent, et les hiérarchies auront toute latitude de pratiquer des inégalités de traitements par l'individualisation des salaires.

**CES DEUX PROJETS DE LOI ATTAQUENT NOS SALAIRES ET NOS RENTES !  
LE PROJET DE BUDGET N'ANNONCE RIEN DE BON POUR LA FONCTION PUBLIQUE, NOUS DEVONS À NOUVEAU NOUS MOBILISER !**

## PROJET (PEG)

Plutôt que d'entrer en négociations avec le Cartel, le Conseil d'État cède à l'alarmisme pour imposer à la hussarde une remise en cause complète de notre système de retraite : passage en primauté de cotisation, réduction des rentes, sauf peut-être pour celles et ceux qui auront les moyens de cotiser davantage, diminution de la part employeur des cotisations et fragilisation du plan pénibilité. Le Cartel exige l'ouverture de négociations sur des alternatives à ce projet inacceptable !

## BUDGET 2018

Le projet de budget 2018 reconduit les coupes budgétaires opérées les années précédentes, mettant en danger les prestations, et coupe dans les mécanismes salariaux. Et des mesures structurelles sont annoncées en raison du déficit prévu...

POUR ORGANISER LA MOBILISATION :  
**ASSEMBLÉE DU PERSONNEL**  
**MARDI 7 NOVEMBRE À 20H AU PALLADIUM**

**POUR DÉFENDRE NOS RETRAITES, UN SYSTÈME SALARIAL TRANSPARENT ET ÉQUITABLE ET DES PRESTATIONS DE QUALITÉ POUR LES USAGERS-ÈRES : VENEZ NOMBREUSES ET NOMBREUX FAIRE ENTENDRE VOTRE VOIX. DISCUTEZ DE CES ATTAQUES CONTRE LA FONCTION PUBLIQUE DANS VOS SECTEURS. SEULE LA MOBILISATION DE TOUTES ET TOUS NOUS PERMETTRA DE DÉFENDRE NOS DROITS ET CEUX DE LA POPULATION.**